

Perspectives économiques à l'horizon 2012

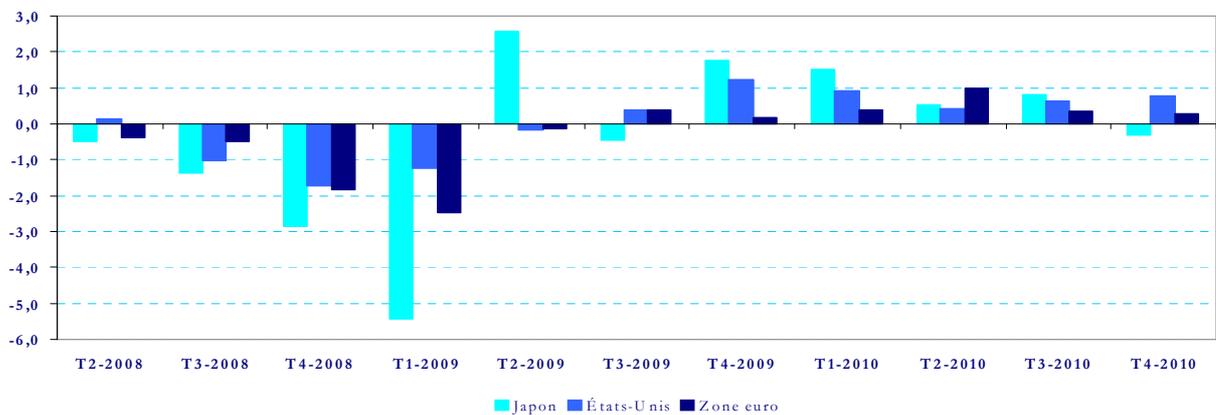
5 avril 2011

I. Contexte économique : l'Europe marque le pas par rapport aux États-Unis

L'Allemagne moteur de la croissance en Europe

Au quatrième trimestre 2010, la croissance dans la zone euro s'établit à +0,3%, comme au trimestre précédent. Dans le même temps, la croissance américaine se montre plus dynamique (+0,8%, après +0,6%), soutenue par des politiques monétaire et budgétaire très accommodantes, tandis que le Japon subit le contrecoup d'une expansion en début d'année 2010 (-0,3% après +0,8%).

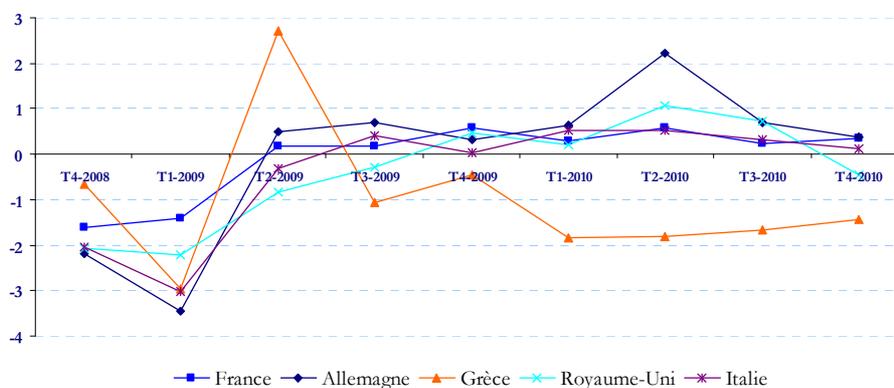
Graphique 1 - Evolution trimestrielle du PIB (zone euro, Japon, Etats-Unis)



Source : OCDE

La croissance européenne est à nouveau tirée par les bonnes performances de l'économie allemande (+0,4%, après +0,7%). La croissance Outre-Rhin est portée par le dynamisme des exportations qui profitent de la vigueur de la demande des économies émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine, ...) moins touchées par la crise.

Graphique 2 - Evolution trimestrielle du PIB en Europe



Source : OCDE

Les pays d'Europe du sud (-1,4% en Grèce, -0,3% au Portugal) et l'Irlande (-1,6%) continuent de subir les effets de la crise, malgré les aides financières exceptionnelles qui leur ont été accordées. Les mesures de réduction des déficits mises en place au Royaume-Uni se traduisent par une baisse de son PIB de 0,5% (après +0,7%).

Même si les difficultés économiques persistent en Europe, le dynamisme de l'économie allemande pourrait bénéficier à ses voisins.

La croissance française en légère progression en 2011 et 2012

En 2010, la France a renoué avec la croissance (+1,5% en moyenne annuelle), après avoir enregistré en 2009 la plus forte baisse de son PIB depuis l'après-guerre (-2,5%). Après un premier trimestre en demi-teinte (+0,3% de croissance) et une accélération au 2^e trimestre (+0,6%), la croissance marque le pas au 3^e trimestre (+0,2%) avant d'accélérer légèrement au 4^e trimestre (+0,4%).

Au quatrième trimestre 2010, pour le troisième trimestre consécutif, la croissance française est soutenue par la demande intérieure (+0,6 point de croissance, après +0,4 point).

Les dépenses de consommation des ménages accélèrent en fin d'année (+0,9% au 4^e trimestre, après +0,5%). Elles sont stimulées à la fois par le rebond des dépenses d'énergie (+2,6% après -3,1%) pour faire face à une fin d'année très froide et par la suppression annoncée de la prime à la casse qui a accéléré les achats d'automobiles (+8,8% au 4^e trimestre, après +0,9%). Les indicateurs issus des enquêtes d'opinion auprès des ménages sont orientés à la baisse, au dessous de la moyenne de longue période, en raison de leur pessimisme à l'égard du pouvoir d'achat. Le niveau de chômage encore élevé et les modérations salariales attendues devraient continuer à les inciter à la prudence et favoriser leur épargne. En outre, la politique budgétaire restrictive mise en place, avec notamment la réduction des niches fiscales, devrait limiter la croissance de leurs revenus. En 2010, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a marqué le pas (+1,2%, après +1,6%) et les tensions actuelles sur les prix des matières premières ne devraient pas permettre de véritable rebond. Les dépenses de consommation des ménages devraient donc contribuer modérément à la croissance dans les prochains mois.

Graphique 3 - Dépenses de consommation des ménages (prix chaînés, données CVS-CJO, milliards d'euros)



Source : Insee

Les dépenses d'investissement s'accroissent pour le troisième trimestre consécutif (+0,3% après +0,5%). L'investissement des sociétés financières accélère légèrement (+0,5% après +0,4%), tandis que celui des administrations publiques baisse (-0,8% après -0,4%), les conditions climatiques ayant ralenti l'activité dans le secteur des travaux publics. Selon les enquêtes d'opinion, les industriels prévoient une augmentation de leurs investissements au premier semestre 2011. Aussi, les dépenses d'investissement devraient continuer à soutenir la croissance en 2011 et 2012.

Après avoir pénalisé la croissance aux 2^e et 3^e trimestres, le commerce extérieur contribue positivement à la croissance au 4^e trimestre (+0,6 point après -0,4). Les exportations ralentissent (+1,0% après +2,6%), du fait de la décélération des dépenses de biens manufacturés et d'énergie, tandis que les importations diminuent (-1,2% après +4,0%), notamment en biens d'équipements et en biens intermédiaires. Sur l'ensemble de l'année 2010, le commerce extérieur aura contribué pour 0,4 point à la croissance. Les carnets de commandes à l'étranger décrochent de nouveau et les industriels jugent que leur compétitivité s'est encore dégradée en Europe et dans le monde. En conséquence, le moteur extérieur ne devrait pas être un moteur de la croissance française dans les prochains mois.

Les entreprises ont réduit leurs stocks, ce qui a contribué négativement à la croissance (-0,9 point après +0,2). Cette contribution négative s'est concentrée sur les biens d'équipement et les biens intermédiaires. Selon un principe de prudence, face à un avenir encore incertain, les entreprises ont vraisemblablement préféré puiser dans leurs stocks. Pour autant, le niveau faible des stocks suggère un mouvement de restockage dans les mois qui viennent.

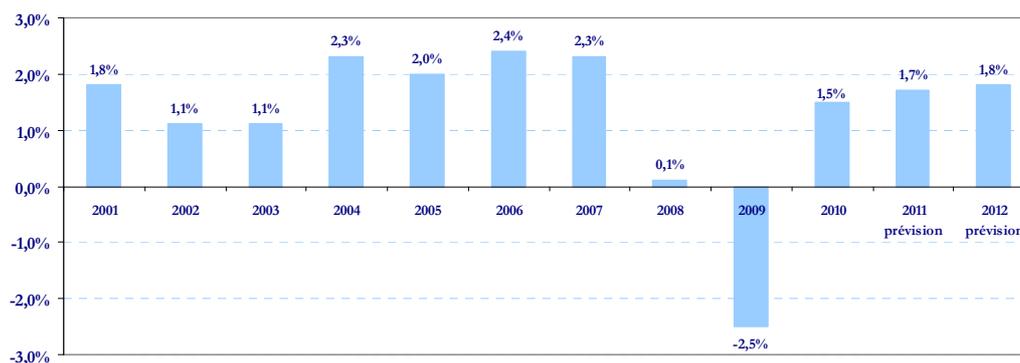
Tableau 1 - Contributions à la croissance du PIB

	2009				2010				2009	2010
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
PIB	-1,4	0,2	0,2	0,6	0,3	0,6	0,2	0,4	-2,5	1,5
Contributions à la croissance										
Demande intérieure hors stocks	-0,3	0,0	0,0	0,5	-0,1	0,4	0,4	0,6	-0,5	1,0
Variations de stocks	-0,9	-0,5	-0,3	0,6	-0,3	0,4	0,2	-0,9	-1,8	0,1
Commerce extérieur	-0,3	0,7	0,4	-0,5	0,6	-0,3	-0,4	0,6	-0,2	0,4

Source : Insee

Les ressorts de la croissance française paraissent encore fragiles à moyen terme et les relais à la consommation des ménages semblent peu nombreux. Même si l'économie allemande devrait exercer un effet d'entraînement, les perspectives de croissance future en France restent modérées. La progression du PIB devrait ainsi être de 1,7% en 2011 et 1,8% en 2012.

Graphique 4 - La croissance du PIB en France depuis 2001 (évolutions en moyenne annuelle)



Sources : Insee ; Prévisions : Pôle emploi

Tableau 2 - Principales évolutions macroéconomiques

	2009	2010	2011 prévision	2012 prévision
Croissance, prix et salaires				
P.I.B. total (base 2000)	-2,5%	1,5%	1,7%	1,8%
Prix (hors tabac, en glissement au 31/12)	0,8%	1,7%	2,0%	1,9%
Salaire moyen	1,8%	1,8%	2,0%	2,2%
Emploi (en glissement, cvs)				
Emploi affilié	-1,5%	0,7%	0,7%	0,8%
	-255 000	120 000	110 000	134 000
Emploi total	-0,8%	0,6%	0,5%	0,6%
	-222 000	166 000	127 000	148 000
Chômage (en glissement, cvs)				
DEFM (cat A)	420 000	77 000	-55 000	-71 000
DEFM (cat A, B, C)	594 000	197 000	-75 000	-109 000
Niveaux de fin de période (données cvs)				
Emploi affilié	16 347 000	16 467 000	16 577 000	16 711 000
Emploi total	25 998 000	26 164 000	26 291 000	26 439 000
DEFM (cat A)	2 646 000	2 723 000	2 668 000	2 597 000
DEFM (cat A, B, C)	3 848 000	4 046 000	3 971 000	3 862 000

Sources : Insee ; Prévisions : Pôle emploi

II - Perspectives de l'emploi et du chômage à l'horizon 2012

Les créations d'emplois se poursuivraient en 2011...

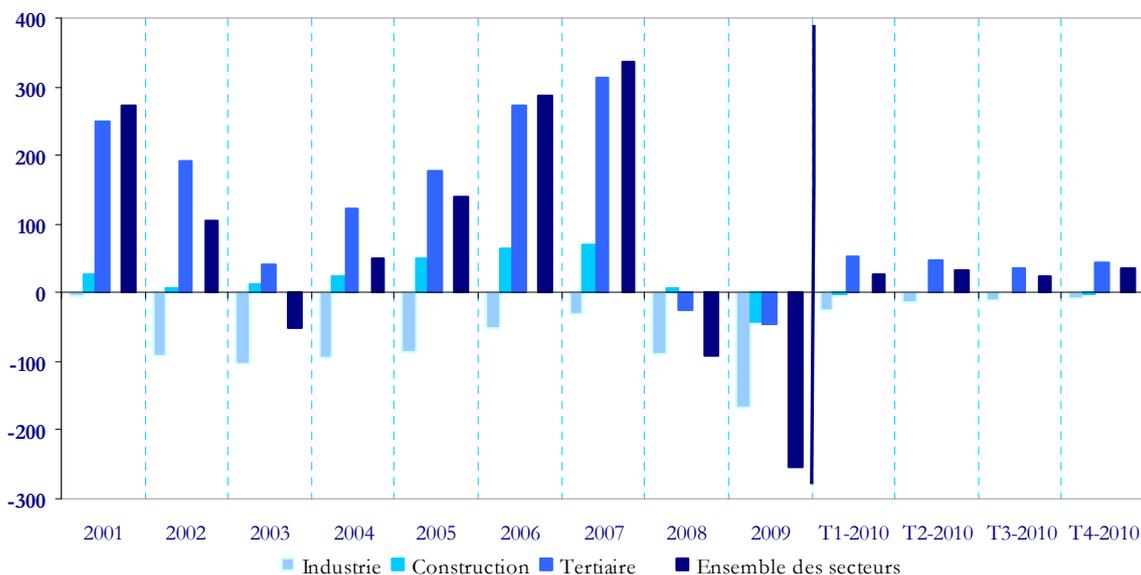
En 2010, l'emploi salarié affilié à l'Assurance-chômage renoue avec la croissance (+0,7%, soit +119 700 créations nettes d'emplois), après une baisse de 1,5% en 2009. Au quatrième trimestre 2010, il enregistre une hausse de 0,2%, soit 35 900 créations nettes d'emplois. L'emploi affilié croît depuis 5 trimestres consécutifs, à un rythme stable de +0,2% par trimestre. Ces évolutions portent à 16 466 400 le nombre de salariés dans les secteurs concurrentiels au 31 décembre 2010.

Cependant, les créations d'emplois se concentrent dans le seul secteur tertiaire et plus particulièrement dans l'intérim. Au quatrième trimestre 2010, l'emploi tertiaire enregistre une hausse de 0,4% (soit +45 200 emplois). Il a connu sur 2010 une croissance de 1,5%, à un rythme trimestriel stable, et enregistre 180 200 postes supplémentaires. Cette hausse s'explique principalement par l'emploi intérimaire qui progresse de 3,7% au 4^e trimestre (+25 000 postes) et de +20,3% sur l'ensemble de l'année 2010 (+118 100). Hors intérim, l'emploi tertiaire progresse de 0,8% (+62 100).

Dans l'industrie, les pertes d'emploi se poursuivent mais à un rythme moins soutenu que les trimestres précédents (-0,3% après -0,5%). Sur l'ensemble de l'année 2010, l'emploi dans l'industrie a reculé de -1,9%, soit 58 900 emplois perdus.

Pénalisé par des conditions climatiques difficiles, l'emploi dans le secteur de la construction affiche une légère baisse au 4^e trimestre 2010 : -0,1%, soit 1 100 postes perdus. En 2010, la contraction de l'emploi dans la construction continue à s'atténuer (-0,1%, soit -1 700 postes).

Graphique 5 - Évolution de l'emploi sectoriel (en milliers)



Source : Pôle emploi

L'enquête sur les Besoins en Main d'œuvre de 2011 (BMO2011)

L'exploitation de l'enquête sur les Besoins en Main-d'œuvre a permis d'identifier 1 542 400 projets de recrutement en France pour l'année 2011, en légère augmentation par rapport à 2010 (+1,1%).

Pour l'année 2011, 18% des employeurs envisagent de réaliser au moins une embauche, ce qui correspond à 428 400 recruteurs potentiels. Les recruteurs potentiels proposeraient des CDI pour 45,3% de ces embauches. La création de nouveaux postes est évoquée par 40,0% des employeurs anticipant au moins une embauche, tandis que le surcroît d'activité est mentionné dans 33,9% des cas.

Les contrats saisonniers représentent 38,9% de ces anticipations d'embauche. Le secteur agricole recouvre à lui seul un quart de l'ensemble des projets de recrutement de cette nature, contre seulement 1,8 % des projets pour les permanents. Du point de vue des employeurs, 37,6% des prévisions d'embauche sont assorties de difficultés de recrutement. La construction, la métallurgie, les industries manufacturières et le secteur du commerce sont particulièrement affectés. Les principales difficultés de recrutement invoquées par les employeurs sont liées à l'inadéquation du profil des candidats au poste par manque de motivation, d'expérience ou de diplôme. Par ailleurs, 7 employeurs sur 10 évoquent une pénurie de candidats alors qu'ils n'étaient que 4 sur 10 en 2010.

Les employeurs, qu'ils soient recruteurs ou non, envisagent l'avenir plutôt sereinement. La majorité d'entre eux estiment, dans les trois à cinq ans à venir, que leur activité va progresser (25,3%) ou stagner (56,0%) sous l'effet d'une demande qui demeure soutenue (marché porteur, ouverture de nouveaux marchés).

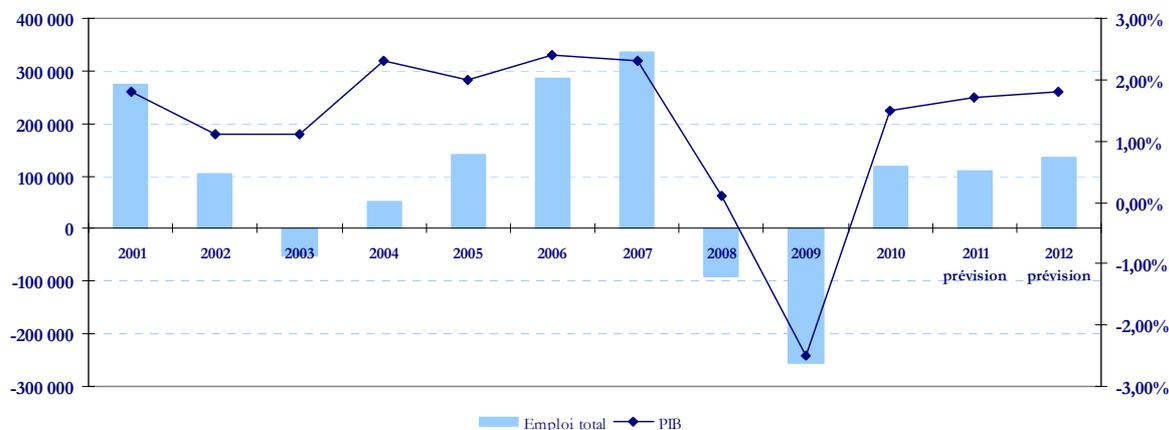
L'enquête Besoins en Main-d'œuvre (BMO) est menée à l'initiative de Pôle emploi. Cette enquête mesure les intentions de recrutement des employeurs pour l'année à venir. Réalisée dans le contexte de reprise économique, cette dixième édition offre un panorama unique des perspectives de recrutement pour 2011.

Pour en savoir plus : www.pole-emploi.org

Selon les enquêtes d'opinion, les perspectives personnelles de production dans les prochains mois semblent bien orientées. Malgré un léger repli en février 2011, elles restent élevées. En outre, les perspectives générales – qui représentent l'opinion des industriels sur l'activité de l'industrie dans son ensemble – s'améliorent. Néanmoins, face à un environnement encore incertain et une croissance modérée, la prudence est également de mise chez les entrepreneurs et devrait limiter les créations d'emplois.

En glissement annuel, les créations nettes d'emploi en 2011 devraient atteindre 110 000 pour l'emploi affilié. Cette progression serait ainsi en léger retrait par rapport à celle enregistrée en 2010 (+120 000). En 2011, la contribution de l'intérim aux créations nettes d'emploi serait moins importante qu'en 2010 pour laisser une large place à des emplois plus durables. Au final, le volume de travail serait supérieur à ce qu'il a été en 2010. En 2012, les créations nettes d'emploi affilié devraient être de l'ordre de 134 000.

Graphique 6 - Évolution du PIB (échelle de droite) et de l'emploi total (échelle de gauche)



Source : Insee ; Prévisions : Pôle emploi

... et se traduiraient par une baisse du nombre de demandeurs d'emploi

À fin décembre 2010, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie A¹ s'établit à 2 722 500. Il a augmenté de 2,9% au cours de l'année 2010, marquant ainsi un très net ralentissement par rapport à 2009 (+18,9%). Au quatrième trimestre 2010, le nombre de DEFM catégorie A a encore progressé de 0,9%, après +0,7% au 3^e trimestre.

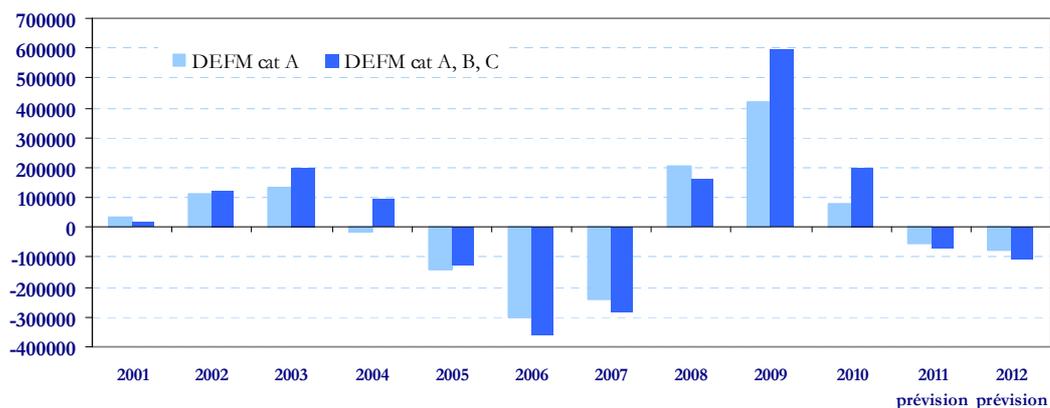
Le nombre de DEFM des catégories A, B et C s'établit lui à 4 045 500, en progression de 5,1% sur l'année 2010, après une hausse de 18% en 2009.

L'emploi des plus jeunes est souvent très réactif aux retournements de la conjoncture économique. Après avoir augmenté de 20,0% en 2009, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (catégorie A, B, C) a diminué de 2,8% en 2010, à un rythme constant d'environ -0,6% par trimestre.

A l'opposé, pour les demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus, la situation ne s'est pas améliorée en 2010. C'est pour cette catégorie de demandeurs d'emploi que la hausse a été la plus importante : +16% en glissement annuel, après +22,1% en 2009.

En lien avec les créations nettes d'emploi prévues, le chômage devrait reculer. Ainsi, en 2011, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois devrait diminuer de 55 000 pour la catégorie A et de 75 000 pour les catégories A, B et C². Cette tendance devrait se prolonger, en légère accélération, en 2012 : -71 000 pour les DEFM de catégorie A et -109 000 pour les catégories A, B et C.

Graphique 7 – Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois



Source : Pôle emploi

Sylvie CLÉMENT
Damien EUZÉNAT
Département Prévisions et Conjoncture

¹ Demandeurs d'emploi sans emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

² Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi (A) ou ayant exercé une activité réduite de 78 heures ou moins au cours du mois (B) ou ayant exercé une activité réduite longue de plus de 78 heures au cours du mois (C).